

## **Programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) en Bourgogne**

### **3<sup>ème</sup> comité régional de programmation**

**Séance du vendredi 22 mai 2015 9h00 en visio-conférence**

Le troisième comité régional de programmation des fonds structurels et d'investissement européens (FESI) en Bourgogne a eu lieu le vendredi 22 mai 2015 à 9h00 au conseil régional de Bourgogne (17 boulevard de la Trémouille salle 002), sous la présidence de M. Michel NEUGNOT, premier vice-président du conseil régional. Pour faciliter la participation des membres en région, les antennes du conseil régional à Auxerre, Mâcon et Nevers ont accueilli les participants pour une liaison par visio-conférence.

Concernant le FEADER, Michel NEUGNOT indique que le cadrage national devrait être validé au niveau communautaire d'ici la fin du mois de mai. Les discussions sur le PDR se poursuivent et s'intensifient avec notre correspondante à la commission européenne. L'objectif est d'envoyer le projet de programme finalisé courant juin. Pour autant, le déploiement de certains dispositifs se fait par anticipation, sans attendre la validation du programme : des appels à projets sont lancés à mesure que les dispositifs sont stabilisés. Ont été lancés à ce jour, en plus de LEADER et des aides à l'installation, les appels à projets pour les dispositifs suivants :

- modernisation des exploitations (Investissements dans les bâtiments d'élevage, Investissements dans les équipements productifs, Investissements dans la transfo et la commercialisation). La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 29 mai.
- investissements forêt-bois (Mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière, Modernisation des entreprises de première transformation du bois). La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 août.

Enfin, Michel NEUGNOT précise que les déclarations PAC par l'intermédiaire desquelles sont gérés les dispositifs agricoles surfaciques comme les MAEC, les aides à l'agriculture biologique et les ICHN doivent être faites d'ici le 9 juin.

Michel NEUGNOT invite tous les participants du CRP à participer au séminaire de lancement de la période de programmation 2011-2020 des FESI en Bourgogne et sollicite chacun pour assurer la plus large diffusion de l'information, notamment des élus, pour garantir le succès de la manifestation lors de laquelle appelle la Région officialisera la programmation 2014/2020 le lundi 1er juin 2015 de 13h à 18h au Palais des congrès de Dijon.

En plénière, le président François PATRIAT ouvrira le séminaire en présentant les enjeux de la nouvelle période de programmation 2014-2020 des FESI. Puis Harlem DESIR, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, présentera la politique de cohésion 2014-2020 en France (événement placé sous le haut patronage de François REBSAMEN, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social).

L'événement sera l'occasion d'écouter des témoignages de bénéficiaires des FESI sur 2007-2013. Après une présentation du programme opérationnel FEDER/FSE et du programme de développement rural FEADER, 3 ateliers-conférences thématiques se dérouleront à partir de 15h30 ; le premier atelier permettra de mieux appréhender le nouvel enjeu dans la gestion des fonds européens à travers l'approche par les résultats (jusqu'à 16h30), avant la présentation des étapes et points de vigilance liés à la demande de subvention européenne (jusqu'à 17h15). Le dernier atelier expliquera les bonnes pratiques en matière de paiement des fonds européens (clôture à 18h).

En marge de ces trois conférences interactives, des agents du conseil régional et de l'Etat seront à la disposition du public pour répondre à des questions plus spécifiques sur 9 kiosques thématiques (recherche développement innovation ; développement des compétences ; développement durable ; développement rural ; TIC ; entreprises ; appui de l'Union européenne aux PME et aux citoyens ; le fonds social européen au service de l'emploi et de l'inclusion ; exposition « Merci l'Europe ! »).

## FEDER

2 dossiers sont présentés pour avis préalable des membres du comité régional de programmation du 22 mai 2015 (Franck ROUSSELET) :

- 1 opération au titre de l'objectif spécifique 3.3 visant à **augmenter la part de population utilisant les transports en commun, les modes doux ou alternatifs à la voiture thermique individuelle** qui mobilisera **27 024,00 € de FEDER** pour un coût total éligible de 67 560,00 € TTC, relatif à une aide à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un schéma de cohérence régional de déploiement de bornes de charge électrique, opération portée par la direction des transports et de l'intermodalité du conseil régional de Bourgogne. La mobilité électrique devient un des éléments de la chaîne globale de déplacements devant s'y intégrer pleinement avec toutes les contraintes que cela représente, tout en nécessitant un changement de comportement important de nos pratiques conditionnées par l'usage de véhicules thermiques. Cet accompagnement pour le déploiement d'infrastructures de charge vise à faciliter la mobilité électrique, dans un contexte où l'autonomie des véhicules est encore limitée et lever en partie les freins à son utilisation. C'est pourquoi, dans un contexte marqué par l'arrivée de nombreux intervenants sur ce marché concurrentiel (projets Bolloré, EDF-Nissan, etc.) et par des évolutions technologiques et normatives importantes, la Région Bourgogne a souhaité accompagner les acteurs publics et privés en réalisant un schéma de cohérence régional de déploiement des bornes de charge qui soit un document de référence. Le Schéma de cohérence régional de déploiement de bornes de charge électrique interopérables à l'échelle de la Bourgogne est conçu dans une logique d'itinérance (76 bornes suffisent sur le territoire bourguignon pour répondre aux besoins des usagers), et notamment de déplacements à travers la Bourgogne au-delà de l'aire d'autonomie d'un véhicule électrique, dans des délais acceptables pour un utilisateur. Il vise à déterminer la stratégie d'implantation des bornes de charge nécessaires à l'itinérance en véhicules électriques, sur des zones accessibles au public, les types de bornes en fonction des modalités de charge en fonction des usages et définir les fonctionnalités attendues d'un nécessaire système de supervision ; les

conditions générales de leur exploitation interopérable sur le territoire régional en lien avec les orientations nationales de fait ou normatives et d'information (disponibilité notamment) ; une estimation des coûts des bornes.

- 1 opération au titre de l'objectif spécifique 7.1 visant à **soutenir un système efficace de gestion, de suivi, de contrôle et d'évaluation du programme opérationnel** mobilisant **97 524,40 € de FEDER** pour un coût total éligible d'opérations de 195 048,81€ TTC, relatif à l'assistance technique FEDER 2015 assurée par le conseil régional de Bourgogne. Cofinancement Région de 115 095,15€. Concernant 13 agents du service FEDER/FSE (pour une activité annuelle correspondant à 6,03 ETP) de la direction Europe et international impliqués dans la gestion du PO FEDER/FSE Bourgogne 2014/2020 : 4 agents en charge de l'axe 1 du PO FEDER/FSE : pour une croissance intelligente, 1 agent en mobilisé sur l'axe 2 : pour une société numérique ; 3 agents en charge des axes 3 et 4 : vers une société à faible teneur en carbone ; pour une biodiversité durable ; 3 agents en charge de l'axe 5 : pour un développement urbain durable ; 1 chargé de mission communication ; 1 chargé de mission évaluation.

OS	FEDER maquette	FEDER mobilisé	Consommation de l'enveloppe FEDER 2014/2020	Coût global maquette	Coût global des opérations présentées	Taux de programmation en coût total
3.3	6 936 959 €	27 024,00 €	0,39%	17 342 397,00 €	67 560,00 €	0,39%
7.1	2 454 971,00 €	97 524,40 €	3,97%	4 909 942,00 €	195 048,81 €	3,97%

Au total, 124 548,40 € de FEDER sont mobilisés par ces deux opérations qui représentent un coût total éligible de 262 608,81 € TTC. L'assemblée régionale réunie en séance plénière le 29 juin 2015 programmera ces crédits européens.

#### Traçabilité des refus de demandes de subventions européennes

Ce troisième comité régional de programmation sera l'occasion d'informer les membres du partenariat des demandes de subvention ayant fait l'objet d'un refus des services instructeurs. Une communication semblable sera effectuée 2 fois l'an pour information des membres du CRP, suivant en cela les recommandations de la commission interministérielle de coordination des contrôles (suite au contrôle de dossiers de subventions octroyées entre 2007 et 2013 et de la piste d'audit, réalisé en mars 2013) selon lesquelles la traçabilité de toutes les demandes de subvention doit être assurée, même concernant les demandes qui sont inéligibles par nature car ne répondant pas aux objectifs des PO et PDR.

11 demandes de subvention refusées sont présentées pour information des membres du CRP – inéligibles soit de par la nature des projets, au regard du programme opérationnel adopté le 26 novembre 2014 (ex. : demande de construction d'un gymnase ; chaufferie bois alimentée par un autre combustible que les plaquettes forestières ou les sous-produits bruts) et/ou ne répondant pas aux critères définis au vade-mecum validé par le comité de suivi du 5 février 2015 (notamment demandes de subvention européenne en deçà des seuils arrêtés au vade-mecum).

## Demandes refusées (Alexis THUROTTE)

Trois opérations rejetées et ont été présentées au CRP dans le cadre du suivi des refus.

Une opération DIMA 2014-2015 soutenue par l'EPLEFPA de Quetigny-Plombières-lès-Dijon rejetée car le montant FSE présenté est de 7 244, 00€, soit un seuil minimal FSE de 15 000, 00€ qui n'est pas atteint.

Une opération DIMA 2014-2015 soutenue par l'EPLEFPA des Terres de l'Yonne rejetée car le montant FSE présenté est de 3 495, 98€, soit un seuil minimal FSE de 15 000, 00€ qui n'est pas atteint.

Une opération d'«Augmentation de l'employabilité des demandeurs d'emploi» soutenue par l'AGD-CFA La Noue car l'opération ne vise pas à augmenter le niveau de qualification des stagiaires, mais se traduit par un accompagnement sans action qualifiante de jeunes en formation, au vu de leur insertion professionnelle post-formation et le plan de financement ne présente aucune contrepartie publique, obligatoire pour tout cofinancement au titre du FSE.

## FEADER (présentation par les services instructeurs)

### Programmation des dossiers DJA pour avis :

La grille de sélection des dossiers a été utilisée par les services instructeurs : tous les dossiers présentés obtiennent plus que le score minimum pour être retenus. Ils ont reçu un avis favorable des CDOA.

	Nb de dossiers	Montant DJA	Part FEADER
21	8	138 982	111 185,6
58	1	13 640	10 912
71	8	144 767,5	115 814
89	2 nouveaux dossiers + 1 reprogrammation	34 965	27 972
Total	19 nouveaux dossiers + 1 reprogrammation	332 354,5	265 883,6

Le dossier ARNOULT NICOLAS présenté par la DDT 21 sera programmé avec un avis favorable sous réserve car un des critères de modulation de la DJA défini au niveau régional et mobilisé par ce dossier est susceptible de ne pas être contrôlable : il s'agit du critère « présence de jachères mellifères ou faune sauvage » qui devait être contrôlé sur la base des déclarations PAC des exploitants. Or, la réforme en cours du 1er pilier de la PAC a amené à revoir la nomenclature des déclarations au niveau national et ce type de couvert n'existe plus dans la nomenclature. Les services du conseil régional travaillent avec l'ASP pour préciser les modalités de contrôle de ce critère de modulation.

Présentation pour information des membres du CRP : Le dossier d'Alban GROSJEAN est présenté pour information suite à un changement de statut : installation en GAEC (GAEC de la Baluze) à la place d'EARL (EARL de la Baluze). Le montant de la DJA initialement programmé est inchangé.

Les DDT demandent dans quel calendrier la DJA pourra être engagée et payée, afin de pouvoir répondre aux interrogations légitimes des bénéficiaires. Isabelle Jannot (CRB) répond que les engagements pourront être faits dès que l'arrêté préfectoral pour les crédits du MAAF sera paru, l'outil OSIRIS étant d'ores et déjà opérationnel jusqu'à l'engagement juridique. Pour ce qui concerne les paiements, la lettre

interministérielle actant le préfinancement de la DJA par des crédits du MAAF a été signée, nous sommes à présent en attente des modèles nationaux de demande de paiement qui sont en cours de finalisation.

Les DDT indiquent également que la situation des exploitants agricoles est actuellement difficile compte-tenu de la complexité des déclarations PAC et du retard de mise en œuvre du FEADER.

Michel NEUGNOT informe les membres du CRP du calendrier des prochaines sessions :

Vendredi 19 juin 2015

Vendredi 10 juillet 2015 (une consultation écrite pourra être organisée en tant que de besoin fin juillet pour les dossiers FEADER « modernisation des exploitations » qui n'auraient pas pu être programmés le 10 juillet)

Vendredi 11 septembre 2015

Vendredi 9 octobre 2015

Vendredi 20 novembre 2015

Vendredi 11 décembre 2015

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur NEUGNOT remercie tous les participants et lève la séance à 10h10.

Michel NEUGNOT

